



Mu Kara Sani N° 038, Décembre 2023

© Décembre 2023. Tous droits réservés

ISSN 0257-1838



0257-1838

Composition : IRSH

Tél : +227 20725808



# REVUE

De l'Institut de Recherches en  
Sciences Humaines-IRSH



# Mu kara sani

N° 038



N° 038

DECEMBRE 2023

# **Mu kara sani**

N° 038

Mu Kara Sani, 2023. N° 038  
Université Abdou Moumouni de Niamey  
Institut de Recherches en Sciences Humaines - IRSH  
BP : 318 Niamey-Niger  
Email : mukarasani@gmail.com  
© Décembre 2023. **Tous droits réservés**  
**ISSN 0257-1838**



**0257-1838**

Composition : IRSH  
Tél : +227 20725808

Université Abdou Moumouni de Niamey  
Revue de l'Institut de Recherches en Sciences Humaines  
**Mu Kara Sani**

**Directeur de publication**

Pr Seyni Moumouni  
IRSH/Université Abdou Mou-  
mouni de Niamey/Niger

**Responsable de la Rédaction**

Dr Hamadou Issaka

**Comité de Lecture**

Halidou Yacouba  
FLSH/Université Abdou  
Moumouni (Niger)

Alain Joseph Sissao  
Université de Ouagadougou/  
Burkina Faso

Zeinabou Abdou Hassane  
FSJP/Université Abdou  
Moumouni (Niger)

Seyni Moumouni  
IRSH/Université Abdou  
Moumouni (Niger)

Abdoulaye Seyni Ibrahim  
IRSH/Université Abdou  
Moumouni (Niger)

Boureima Alpha Gado  
FLSH/Université Abdou  
Moumouni (Niger)

Waziri Mato

FLSH/Université Abdou  
Moumouni (Niger)

Abdoulaye Hotto  
FLSH/Université Abdou  
Moumouni de Niamey-Niger

HAMIDOU TALIBI Moussa  
FLSH/Université Abdou  
Moumouni de Niamey-Niger

**Comité de Rédaction**

Dr Hamadou Issaka  
Pr Abdou Bontianti  
Pr Seyni Moumouni

**Edition**

M. Seydou Abdouramane

**Vente**

Mme Fati Ousmane

**Reprographie**

M. Issa Halidou Sidde

**Correspondants**

Pr Abdou Bontianti, Pr Seyni  
Moumouni (Directeurs de  
recherche)

IRSH/Université Abdou  
Moumouni de Niamey/Niger

**Comité Scientifique**

Pr Maïkoréma Zakari (Histoire)

Pr Oumarou Amadou Idé  
(Directeur de recherche  
Préhistoire/Archéologie)

Pr Seyni Moumouni ( Directeur  
de recherche, Islamologie /  
Codicologie)

Pr Abdou Bontianti (Directeur de  
recherche, Géographie)

Pr Youssou Mounkaila ( Maitre  
de recherche, Linguistique)

Dr Moulaye Hassane (Maitre  
de recherche Islamologie,  
Manuscrits Arabe et Ajami)

Dr Hamadou Issaka ( Maitre de  
Recherche, Géographie)

## Sommaire

Le rôle de la culture dans la lutte pour la libération chez Cabal.....7-22

*Sarr OUSMANE*

L'écriture autoréférentielle dans noces sacrilèges de la treizième lune d'ayayi togoata apedo-amah.....23-42

*Didier AMELA et Kofi Parfait AMOUZOU*

La crise identitaire et le devenir de l'individu chez sami tchak et taha-  
har ben jelloun : une lecture de la fête des masques et de l'enfant de  
sable.....43-63

*Kpatimbi TYR et Kodjo Dométo ALODJI*

L'imagination mythique pour une préservation de la nature.....64-83

*Sidi Ousmane GANDOU Fatchima épouse MAIGA*

Cité-Etat dans le monde yoruba occidental (en pays shabe) : mythe ou réalité  
?.....84-101

*Simon AGANI*

Le terrorisme des médias et les médias du terrorisme.....102-124

*KOIRANGA HAMA Abdourahamane*

L'inclusion des citoyens dans la gouvernance sécuritaire au Niger :  
une approche partenariale de la sécurité.....125-145

*NAMATA ISSA Abdoul Kader*

Que peut la philosophie dans la formation d'une armée républicaine  
chez Platon ?.....146-163

*YACOUBA Halidou*

La radio et son public au Niger : cas de la personne âgée.....164-181

*ABDOULAYE SEYNI Ibrahim et ZANGAOU Moussa*

Le traitement de l'information sécuritaires de la région du Lipta-  
ko-Gouma par les médias audiovisuels internationaux : cas de la  
chaine France 24 Africanews et Euronews.....182-199

*AMADOU LIMAN Boukari*

Marcien towa et le développement de l'Afrique.....200-212

*FALL Papa Abdou*

Le paradigme de peuple dans la démocratie.....213-232

**ALIKHMAD Madalo**

# L'inclusion des citoyens dans la gouvernance sécuritaire au Niger : une approche partenariale de la sécurité

---

## Inclusion of citizens in security governance in Niger: a partnership approach to security

NAMATA ISSA Abdoul Kader  
Faculté des Sciences juridique et Politique (FSJP)  
Université Abdou Moumouni de Niamey.

### Résumé

La question de la gouvernance du secteur de la sécurité a connu une évolution en mettant un accent particulier sur l'implication et la participation des citoyens dans la conception et la mise en œuvre des politiques et stratégies de lutte contre l'insécurité qui est aujourd'hui centrée sur la sécurité humaine. Nous abordons dans un premier temps, l'importance d'une gouvernance participative de la sécurité en identifiant clairement les rôles et responsabilité de chaque acteur dans la coproduction de la sécurité de manière à résoudre durablement la crise sécuritaire au Niger, de même que les avantages que cela procure. Et dans un second temps, le cas de l'offre de sécurité qui doit répondre le mieux aux besoins de la population et de l'Etat à travers le renforcement des mécanismes de responsabilité et l'efficacité des acteurs en charge de la gestion du secteur de la sécurité.

**Mots-clés** : Inclusion, collaboration, participation, gouvernance sécuritaire, sécurité humaine, responsabilité, efficacité, population.

## Abstract

The issue of security sector governance has evolved with particular emphasis on the involvement and participation of citizens in the design and implementation of policies and strategies to combat insecurity which is today now focused on human security. We first address the importance of participatory security governance by clearly identifying the roles and responsibilities of each actor in the co-production of security in order to sustainably resolve the security crisis in Niger, as well as the advantages that it provides. And secondly, the case of the security offer which must best respond to the needs of the population and the State through the strengthening of accountability mechanisms and the effectiveness of the actors in charge of managing the sector of security.

**Keywords:** Inclusion, collaboration, participation, security governance, human security, accountability, effectiveness, population.

## Introduction

Depuis la chute du guide libyen en 2011, la région du Sahel est confrontée à des crises multiples et multiformes qui ont considérablement déstabilisé les États locaux et affaibli des populations déjà vulnérables. Le Niger n'est pas épargné par cette crise sécuritaire du fait de sa position géographique par rapport aux conflits ; il est situé au carrefour de trois axes de crises (la Libye, la région du Liptako-Gourma et le bassin du lac Tchad). A partir de cet instant, l'insécurité s'est généralisée dans la région et l'ennemi se situe partout, il est flexible sans domicile fixe, ni région, ethnie ou religion. Il faut par conséquent le combattre de partout, à l'interne tout comme de l'extérieur.

Le Niger est en ce sens confronté par des défis au-delà du défi sécuritaire qui meurtrit la population, dont les principaux sont liés à la gouvernance. Il est donc primordial d'associer tous les acteurs dans la recherche de solution à cette crise pour une meilleure gouvernance inclusive du secteur de la sécurité.

La gouvernance est un terme générique qui renvoie à l'ensemble des mécanismes intervenant dans la prise de décision, puis la mise en œuvre et le suivi de ces décisions dans un domaine donné. Ainsi, la gouvernance du secteur de la sécurité fait référence aux mécanismes de décision, de gestion, de mise en œuvre et de suivi qui régissent les acteurs du secteur de la sécurité. Cette gouvernance est considérée comme « *bonne* » ou démocratique lorsqu'elle s'inscrit dans le cadre de l'état de droit et d'une gestion démocratique, basée sur la séparation et l'équilibre des pouvoirs, la participation des citoyens à différents niveaux de la chaîne de gouvernance et par des moyens formels et informels, et les prérogatives de contrôle du Parlement et d'organes indépendants<sup>1</sup>.

Pour avoir une bonne gouvernance du secteur de la sécurité efficace au Niger, il est impératif de passer par l'inclusion de tous les acteurs dans la gestion et dans la recherche des pistes de solution

<sup>1</sup> <https://ideas4development.org/demographie-et-insecurite-croissantes-dans-le-sahel-trois-scenarios-davenir/>, consulté le 18 juillet 2022.

car, la sécurité n'est plus l'apanage des seules forces de défense et de sécurité (FDS) ; chacun peut contribuer pour une solution durable. La question centrale que l'on se pose est de savoir comment les citoyens peuvent-ils contribuer à une meilleure gouvernance du secteur de la sécurité au Niger ? Quelle est leur place dans la coproduction de la sécurité ?

Pour étayer notre point de vue sur cette problématique, nous allons adopter la méthodologie de type qualitative basée sur la revue littéraire et l'observation directe.

Cette réflexion est une contribution qui rentre dans le cadre de la coproduction de la sécurité axée sur la sécurité Humaine et basé sur la théorie constructiviste de la sécurité. Il s'agit de montrer la nécessité pour les gouvernants d'associer dans leur démarche l'inclusion de la population dans la gouvernance du secteur de la sécurité d'une part ; et de promouvoir l'approche participative et collaborative à la coproduction de la sécurité, d'autre part.

Pour étayer notre point de vue sur cette problématique, nous examinerons tout d'abord la centralisation de la politique sécuritaire sur la sécurité humaine et ensuite la contribution des citoyens dans la coproduction de la sécurité.

## **1. Recentrer la politique de sécurité sur les besoins de la population**

Face à la guerre asymétrique dont fait face le Niger, notamment dans sa partie frontalière avec le Burkina et le Mali communément appelée zone des trois frontières, les régions frontalières avec le grand voisin du Sud, à savoir le Nigéria, et avec l'insécurité qui prend de l'ampleur dans la Tapoa, frontière avec le Benin, il est nécessaire de repenser la politique sécuritaire afin de faire face efficacement au développement de l'insécurité et d'y mettre fin. La conception classique de la sécurité à elle seule ne suffit pas pour faire face aux menaces.

Pour y remédier, la politique sécuritaire du pays peut être réorientée vers la prise en compte des besoins des citoyens, d'une

part et l'instauration d'une bonne gouvernance du secteur d'autre part.

## **1.1. Renforcer la sécurité humaine : aller au-delà du « *tout militaire* »**

Il est à reconnaître que la sécurité va bien au-delà de la seule prérogative des forces de défense et de sécurité, elle n'est plus le domaine réservé de l'Etat, les populations pour lesquelles les politiques de sécurité sont dédiées doivent être mises à contribution. C'est un peu le sens de la sécurité humaine, mettre l'être humain au cœur de la problématique sécuritaire.

Depuis la fin de la guerre froide, la compréhension du concept de sécurité a évolué d'une notion centrée sur l'État vers le paradigme plus inclusif de sécurité humaine. Cette dernière approche reconnaît que la sécurité ne se limite ni à la préservation de la sécurité de l'État à travers la défense des frontières nationales, ni à la protection d'un régime à travers la sécurisation musclée de ses institutions, mais qu'il faut prendre en compte les besoins de sécurité vécus et ressentis au niveau individuel par les femmes, les hommes, les jeunes filles et les jeunes garçons vivant sur le territoire national<sup>2</sup>.

En effet, une politique sécuritaire axée sur la sécurité humaine renvoie dans un premier temps, entre autres à un élargissement des enjeux sécuritaires sur les menaces identifiées, non seulement sur l'Etat, mais également sur les individus et les communautés et dans un second temps, à la prise en compte des risques et abus auxquels peuvent être confrontés les individus et les populations en raison des agissements peu professionnels des forces de défense et de sécurité dans le cadre de leur mission de sécurisation. Comme le soutient avec raison Roland Paris, « *le terme de sécurité " humaine " est vague, élastique et comprend nombre de considérations allant des préoccupations alimentaires à la survie des communautés* »<sup>3</sup>.

---

2 Mabingué Ngome, « Démographie et insécurité croissante dans le sahel : trois scénarios d'avenir », publié par l'AFD, 22 juillet 2021, consultable sur <https://ideas4development.org/demographie-et-insecurite-croissantes-dans-le-sahel-trois-scenarios-davenir/>, consulté le 18 juillet 2022.

3 Charles-Philippe David, *La guerre et la paix : approches et enjeux de la sécurité et de*

Il est donc important, pour les gouvernants, de faire un dépassement du cadre stato-centré de la sécurité en arrivant au stade de la sécurité humaine. Cette évolution du concept de sécurité met la population au cœur de toute pensée et stratégie de résolution de crise. Selon Taylor Owen, « *la sécurité humaine entend protéger tous les individus des menaces environnementale, économiques, alimentaires, médicales, personnelles et politiques* »<sup>4</sup>. Les stratégies et politiques publiques de sécurités sont donc centrées sur les personnes humaines pour mettre l'être humain à l'abri. Puisqu'avant tout, la sécurité des individus est aussi tout importante que celle de l'Etat, d'un régime, ou de l'élite dirigeante.

Pour sortir de cette situation, il est nécessaire, voire indispensable de mener des réflexions sur un changement d'approche et de paradigme à travers une démarche participative et holistique qui prendra en compte les besoins des citoyens en matière de sécurité. En prônant leur participation dans la conception et la mise en œuvre des politiques et stratégies de sécurité.

La menace sécuritaire doit être vue dans sa globalité par ses dimensions multiples comme l'a soulevé Barry Buzan<sup>5</sup> ; la sécurité couvre entre autres la sécurité politique, la sécurité environnementale, la sécurité économique, la sécurité sociétale, la sécurité routière, la sécurité territoriale, la sécurité alimentaire, la sécurité morale. Tous ces concepts pris individuellement peuvent être une source d'insécurité d'où la nécessité de les prendre en compte et de ne négliger aucun d'entre eux.

Aussi, des politiques et stratégies ont été adoptées pour tenir compte du nouveau paradigme de la sécurité comme la création du Centre National d'Etudes Stratégiques et de Sécurité (CNESS)<sup>6</sup> qui

---

*la stratégie*, les Presses de Science Po, 3<sup>e</sup> édition revue et augmentée, 2013, p.101.

4 Charles-Philippe David, *op.cit.*, p.102.

5 Thierry Balzacq, *Théories de la Sécurité : les approches critiques*, Paris, les Presses de Sciences Po, 2016.

6 Le Centre National d'Etudes et de Sécurité a pour missions de mener, en relation avec les services et institutions concernés, des analyses et des études prospectives permanentes sur des enjeux stratégiques et sécuritaires de la vie nationale et internationale. (Cf. au décret n°2015-013/PRN du 16 janvier 2016 déterminant les attributions, l'organisation et le fonctionnement du CNESS)

est en charge de mener des réflexion et études sur la problématique sécuritaire, la Cellule Nationale d'Alerte Précoce et de Réponse aux Risques Sécuritaires (CNAP)<sup>7</sup>, l'adoption des stratégies telle que la Stratégie Nationale de Sécurité Intérieure (SNSI), la Stratégie Nationale de Sécurité de Proximité (SNSP) et la Politique Nationale Sécurité qui est en cours de finalisation par le CNESS. Toutes ces actions institutionnelles sont tenues de prendre en compte les besoins fondamentaux de l'être humain pour lequel l'Etat agit dans le but de faire progresser les droits de la personne.

La question de sécurité humaine est aussi une préoccupation des Nations-Unies, au sens où, au lendemain de l'intervention de l'OTAN contre la Serbie, en juin 1999, le Secrétaire Général de l'ONU, Koffi Annan, déclarait au journal le Monde que « *l'être humain est au centre de tous. Le concept même de souveraineté nationale a été conçu pour protéger l'individu, qui est la raison d'être de l'Etat, et non l'inverse. Il n'est plus acceptable de voir des gouvernements flouer les droits de leurs citoyens sous prétexte de souveraineté* »<sup>8</sup>.

Pour répondre à cette préoccupation de sécurité humaine, une bonne gouvernance du secteur en particulier peut apporter des réponses efficaces pour afin d'améliorer le climat sécuritaire.

## **1.2. Promouvoir la bonne gouvernance du secteur de la sécurité : un vecteur de stabilité et de cohésion**

Par bonne gouvernance du secteur de la sécurité, on entend l'application des principes de bonne gouvernance à la prestation,

---

7 Le CNAP a pour mission de : recueillir e temps opportun des informations relatives aux menaces réelles et potentielles à la bonne gouvernance, à la sécurité, à la paix, à la santé, à la l'alimentation et à l'environnement ; alerter le Gouvernement sur la nature et l'ampleur des menaces identifiées ; suggérer des réponses et/ou approches de solutions adaptées aux menaces identifiées ; suivre et, au besoin, coordonner la mise en œuvre des réponses adaptées par le Gouvernement ainsi que celles apportées par des organisation sous régionales, régionales et internationales ; prendre les mesure nécessaires afin de réduire au maximum le temps de réaction entre l'alerte sur les menaces identifiées et les réponses à apporter ; contribuer au renforcement de l'architecture paix et sécurité de la CEDEAO. (Cf. au décret n°2020-184/PRN/PM du 06 mars 2020 portant création d'un mécanisme national d'alerte précoce et réponse aux risques sécuritaires).

8 Charles-Phillipe David, *op.cit.*, p.102

à la gestion et au contrôle des services de sécurité par les acteurs étatiques et non étatiques. Une bonne gouvernance du secteur de la sécurité signifie que le secteur de la sécurité est en mesure d'assurer la sécurité de l'Etat et la sécurité humaine de manière efficace et responsable, dans un cadre de contrôle civil et démocratique et dans le respect de l'état de droit et des droits humains<sup>9</sup>.

Suivant cette notion de bonne gouvernance du secteur de la sécurité, la gestion du domaine doit aussi répondre aux principes de la bonne gouvernance. L'effet « *secret défense* » ne doit plus être un obstacle pour qu'il ait une opacité dans la gestion du domaine sécuritaire. De la même manière que les autres secteurs sont contrôlés, les mêmes règles de transparence, de responsabilité, du respect de l'état de droit, de la participation, de la réactivité, de l'efficacité et de l'efficience doivent être observées à ce niveau également. C'est en effet, pour un besoin de redevabilité du secteur que chaque acteur est tenu d'inscrire sa démarche dans la bonne gouvernance qui est un gage de stabilité et d'une paix durable.

Cependant, il est malheureusement relevé une mauvaise gouvernance de plus en plus grandissante avec des cas de détournement des fonds relevés par l'audit du Ministère de la Défense Nationale par un groupe d'hommes politiques et des opérateurs économiques, qui non seulement ne se sont pas contentés de détourner les fonds mais en plus ont payé des armes défectueuses. Cette affaire dite « *MDN Gate* », avec toutes les conséquences qu'elle a engendrées telles que l'impunité, l'injustice, la corruption, l'autoritarisme etc., a eu un impact négatif sur la gestion de la crise sécuritaire. Les ressources destinées au secteur de la sécurité qui ont pris une autre direction, pourraient servir à répondre aux besoins des populations mais aussi doter les forces de défense et de sécurité des moyen sophistiqués pour faire face à tous genres de menaces. Il y'a un véritable défi de gestion rationnelle de ressources du secteur de la sécurité qui se pose, de même que le phénomène partisan qui a pris le dessus dans cette affaire à travers la politisation du secteur

---

9 RSS document d'information : le secteur de la sécurité, DCAF, [www.dacf.ch](http://www.dacf.ch)

créant un obstacle pour tout contrôle démocratique, comme c'est le cas des ministres en charges de la sécurité et de la défense qui n'ont pas répondu à l'interpellation des députés de l'opposition suite à l'affaire des jeunes Téra en décembre 2021 assassinés lors d'une manifestation suite au passage du convoi de l'armée française, et dont les députés ont cherché à avoir des explications de la part de l'exécutif conformément à leur mission de contrôle des actions du gouvernement.

L'instauration d'une bonne gouvernance dans le secteur de la sécurité permettra de mieux combattre l'insécurité car il y aura l'apport et le soutien de tous les acteurs, étatiques et non étatiques, dans la mesure où il faut une solidarité nationale pour pouvoir combattre les groupes armés. C'est en effet l'appel qui a été lancé par le Président de la République, Bazoum Mohamed lors de la clôture du forum d'Agadez le vendredi 1<sup>er</sup> juillet 2022. Le chef d'Etat a aussi relevé la nécessité d'instaurer une bonne gouvernance du secteur en ce sens : « *tout cela ne se faire que dans un contexte de bonne gouvernance* »<sup>10</sup> en parlant des défis sécuritaires relever par les participants au forum. Il a aussi demandé aux responsables des FDS ainsi qu'aux autorités de la région d'adopter un comportement exemplaire en inscrivant leurs actions dans le sens de la bonne gouvernance.

L'application des principes de la bonne gouvernance est un moyen d'assurer un contrôle efficace exercé par les organes de contrôle interne tel que les inspections mais aussi externes à travers le contrôle parlementaire et celui des citoyens.

Dans cette nouvelle donne, il ne sera plus question de soustraire le secteur de la sécurité à tout contrôle. Les marchés publics, dans ce secteur, ne peuvent plus échapper au contrôle a priori des services compétents à savoir l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) ou la Haute Autorité à la Lutte contre la Corruption et les Infractions Assimilées (HALCIA) qui, en plus des

<sup>10</sup> <https://www.lesahel.org/fin-du-forum-sur-la-paix-la-securite-et-la-cohesion-sociale-a-agadez-le-chef-de-letat-a-mis-les-parties-prenantes-devant-leurs-responsabilites-en-toute-franchise-et-sans-ta-bous/>, consulté le 18 juillet 2022

organes de contrôles internes, sont des structures de prévention de lutte contre la corruption. Mais, dans la pratique, le secteur de la sécurité échappe à leur contrôle du fait de la notion mal comprise de « *secret défense* » qui est abusivement utilisée à des fins personnelles. Promouvoir la bonne gouvernance du secteur de la sécurité est un facteur de stabilité et de paix durable dans la mesure où les responsables politiques et militaires en charge de cette question vont faire preuve de redevabilité et d'efficacité dans leur action. Il faut une véritable séparation des pouvoirs afin de permettre aux acteurs de contrôle de jouer pleinement leur rôle. Aussi, il est nécessaire de dépasser le cadre partisan pour voir l'intérêt général et non l'intérêt d'un système, d'un parti ou d'un clan. Au Niger, la loi fondamentale a prévu les principes de séparation des pouvoirs et de promotion de la bonne gouvernance, mais c'est l'application effective des textes qui ne suit pas.

## **2. La participation de la population à la coproduction de la sécurité**

La participation de la population à la coproduction de la sécurité a un double avantage au sens où il y'aura, non seulement des réponses intégrées et endogènes acceptées de tous, mais aussi, un sentiment de confiance et de collaboration créé entre les populations et les FDS.

### **2.1. Une gouvernance partagée : des réponses intégrées et endogènes**

Parmi les principes de bonne gouvernance du secteur de la sécurité, le principe de participation occupe une place de choix car c'est un mécanisme qui permet de prendre en compte les avis de chaque acteur. L'inclusion des citoyens passe par leur implication dans tout le processus en commençant par celui de l'élaboration des politiques et stratégies pour une prise en compte des besoins des populations en matière de sécurité.

C'est en effet l'approche holistique de la sécurité qui favorise la participation de tous à la coproduction de la sécurité. La sécurité

étant considérée comme un bien public, il est primordial de privilégier la consultation et la concertation de la population pour son inclusion dans la recherche de solution.

En ce sens, au regard de la guerre asymétrique différente de la guerre conventionnelle, il est nécessaire de solliciter le concours de toutes les personnes concernées pour pouvoir combattre les groupes armés. Pour réussir en effet cette bataille, la population a un rôle important à jouer dans la prévention tout comme dans la gestion de la crise sécuritaire.

Étant donné que la sécurité est bien commun rendu au nom de la population, l'un des points majeurs est de permettre à cette population de participer soit directement soit à travers ses représentants à la production et à la gestion des questions sécuritaires. Il ne s'agit pas en effet de discuter des opérations et autres techniques militaire, mais il s'agit de démilitariser la gouvernance du secteur de la sécurité en réduisant l'opacité qui est constaté et qui est souvent un mécanisme pour les certains acteurs de faire de la malversation. La population civile peut également donner sa contribution car chacun a sa propre perception des choses qu'il ne faut pas négliger.

La participation des citoyens est donc indispensable pour une coproduction de la sécurité, car étant directement concernés par les politiques publiques mises en œuvre, ils maîtrisent bien les réalités du terrain, ils doivent par conséquent être des acteurs à part entière pour la conception et la mise en œuvre des stratégies locales de sécurité.

Les autorités, dans un souci de permettre la participation des communautés dans la recherches des solutions à cette crise, sont tenues d'impliquer les citoyens dans le processus de prise de décisions. Au cours des réunions des conseils régionaux, départementaux et communaux de sécurité, il est indispensable de trouver un mécanisme permettant la participation de la population pour donner leur perception de la situation et proposer des pistes de solutions. Une ouverture peut être faite aux élus locaux, les leaders coutumiers et religieux, les organisations de la société civile et les médias dans le sens de trouver des solutions endogènes et acceptées

de tous. Un cadre de dialogue et de concertation peut être initié entre les autorités locales, les FDS et la population dans le but de créer un climat favorable de confiance et de collaboration entre les différents acteurs.

L'intérêt de l'inclusion des citoyens pour une solution intégrée et endogène dans la recherche de solutions aux crises sécuritaires permet une prise en compte des attentes des populations non seulement dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques bénéfiques aux populations et leur participation dans la recherche des solutions dans la mesure où elles sont les premières victimes de l'insécurité.

Quelques avantages sont liés à l'inclusion de la population dans la recherche des pistes de solution. Parmi ces avantages, on peut retenir une meilleure compréhension par les citoyens des problèmes complexes qui prévalent dans la zone ; compte tenu de la diversité des groupes, ce sera l'occasion pour eux de travailler ensemble pour concevoir des solutions communes ; la consultation de la population est un facteur important qui permet aux décideurs politiques d'identifier et de cibler les vrais problèmes plus efficacement et de les solutionner ; un autre avantage non moins important dans la prise en compte des avis des citoyens est que les décisions qui seront prises vont être acceptées sans la moindre difficulté et ont une plus grande longévité dans la communauté car cette dernière va s'approprier des décisions sécuritaires prises et peut éviter des contestations dans la mise en œuvre des politiques telles que les décisions restrictives des libertés à l'exemple des états d'urgence, les interdictions de circulation des motos dans les régions de Diffa et Tillabéry, ou l'interdiction du commerce du poivron et du carburant fraudé respectivement dans les régions de Diffa et Dosso. Si, dès le départ, la population est impliquée dans le processus, il n'y aura pas de difficulté dans la mise en œuvre. Elles seront garantes de la mise en œuvre des décisions et leur vulgarisation auprès des autres membres de la communauté par le biais des leaders communautaires et les médias qui sont des véritables relais d'informations.

Les autorités peuvent par exemple mettre l'accent sur la

collaboration avec les communautés dans la recherche des solutions, ce qui est un mécanisme indispensable pour la durabilité des actions.

## **2.2. Gagner le cœur des communautés pour la construction d'une paix durable**

Habituellement, les populations nigériennes ont une peur et une méfiance à l'égard des FDS du fait de l'image des FDS hérité de la colonisation. Cela peut s'expliquer par l'héritage de la colonisation. La collaboration entre les FDS et les Communautés concerne plusieurs acteurs du niveau central au niveau individuel tout comme communautaire. Aujourd'hui, la présence d'un élément de FDS dans une localité est souvent liée à des raquettes, conflits, bagarres, vol, viol etc. La population a une mauvaise perception des FDS comme cela a été clairement notifié par une étude la Commission Nationale des Droits Humains (CNDH) <sup>11</sup> ou le niveau de méfiance entre population et FDS se situe en 35% et 49 % selon les régions.

Les autorités nigériennes dans leur quête de solution, n'ont épargné aucune piste. A côté des actions militaires, des institutions ont été mises en place et renforcées pour la recherche des solutions aux conflits et à la stabilité. Parmi ces institutions, on peut retenir, entre autres, la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP)<sup>12</sup> et la Stratégie de Développement et de Sécurité (SDS-Sahel)<sup>13</sup>.

Vu que le « *tout militaire* » a montré ses limites dans la guerre asymétrique et que la solution passe nécessairement par l'implication des communautés compte tenu de l'importance de la sécurité humaine, il est impératif pour les gouvernants de gagner la confiance des citoyens.

Considérant l'évolution du concept de sécurité en passant de la

<sup>11</sup> Rapport de l'étude diagnostic sur les obstacles à l'instauration d'un climat de confiance entre population et Forces de Défense et de Sécurité, CNDH, mai 2022.

<sup>12</sup> La Haute Autorité à la Consolidation de la Paix a pour mission non seulement de promouvoir la culture de paix et de dialogue permanent mais aussi d'entretenir un climat de confiance mutuelle, la tolérance et le respect entre les différentes communautés nigériennes (Cf. au Décret 2011-481/PRN du 4 octobre 2011)

<sup>13</sup> L'objectif général de la SDS Sahel-Niger est de contribuer au développement économique et social au Niger en général et des zones sahariennes et sahélosahariennes en particulier, en créant les conditions durables de paix, de sécurité et de développement.

sécurité traditionnelle à la sécurité humaine, il faut fondamentalement une collaboration entre les Forces de Défense et de Sécurité et la population. À travers la collaboration, les militaires auront plus de chance de remporter la victoire face aux groupes terroristes dans la mesure où elles auront la population de leur côté. La collaboration avec la population a pour avantage non seulement de gagner leur confiance mais aussi de collecter des informations sécuritaires crédibles et à temps réel.

En cela, les visites de travail en profondeur dans les zones menacées par l'insécurité des régions de d'Agadez, Diffa, Dosso et Tillabéry par le président de la République, Bazoum Mohamed, sont un moyen de renforcer la confiance avec les communautés en allant à la rencontre des populations éprouvées par les menaces multiformes et sa volonté de résoudre les conflits intercommunautaires<sup>14</sup>. Par ces visites, le Chef de l'Etat peut s'enquérir de la réalité du terrain et surtout d'échanger directement avec les populations affectées par l'insécurité ainsi que leur proposition de solution. Cette action, au-delà de la visibilité politique, est à saluer et à encourager car c'est un mécanisme de reconforter les populations victimes de l'insécurité à travers la présence des plus hautes autorités du pays.

Cette stratégie de proximité des autorités peut avoir un impact positif sur l'environnement sécuritaire du fait que les communautés visitées vont se rendre compte de l'intérêt que porter les autorités en effectuant le déplacement sur le terrain. La main tendue du Président à l'endroit des repentis est aussi un autre moyen pour les faire quitter le champ de combat pour revenir dans la communauté en déposant les armes et en se réconciliant avec l'Etat.

Pour renforcer la collaboration population et FDS, il revient à cette dernière composante d'adopter une attitude et un comportement responsables et collaboratifs. Les FDS sont tenues de faire preuve de professionnalisme et de respect des droits humains dans leur opération de sécurisation. Leur agissement conditionne la façon dont la population les perçoit et c'est cela qui détermine leur

---

<sup>14</sup> Jean-Pierre Olivier de Sardan, « *l'enchevêtrement des crises au Sahel, Niger, Mali, Burkina Faso* », Editions Karthala, 2023, p. 188.

rapport. Elles doivent briser la mauvaise image du temps colonial qui leur est attribué par l'opinion publique en se mettant au service de la communauté et que leur présence soit synonyme de sécurité et non de violence.

Entretenir des bonnes relations avec la population peut être un véritable moyen de renseignement humain. Vu que le système de renseignement joue un rôle capital dans la lutte armée, les groupes terroristes utilisent la vulnérabilité de certaines personnes pour les exploiter en leur fournissant des informations sur la présence des FDS et leur mouvement ou sur toute autre personne jugée importante. Les groupes armés donnent quelques billets de banques aux gens qui acceptent de collaborer avec eux et dans une certaine mesure leur accordent la garantie de sécurité et de mobilité.

Les autorités en charge des questions sécuritaires peuvent également adopter cette logique de collaboration comme le faisait le Général Seyni Kountché qui utilisait les SAMARIA<sup>15</sup>, par exemple, pour faire remonter les informations. Le modèle de Kountché peut être copié aujourd'hui en mettant l'accent sur les FADA<sup>16</sup> des jeunes, les lieux de rencontre des cérémonies, les FOYONDI<sup>17</sup>, les tabliers, les vendeuses, les Taximen et Taxi Moto communément appelé « *kabou-kabou* » qui sont des véritables agents de renseignements pour les fraudeurs des hydrocarbures en notifiant le déplacement des douaniers dans certaines localités<sup>18</sup>. Les services de la coordination (renseignement) peuvent collaborer avec tous ces acteurs pour la remontée des informations à temps car il existe des informations auxquelles les drones ne peuvent jamais avoir accès, d'où la nécessité de composé avec la population.

Les populations qui acceptent de collaborer doivent ainsi être protégées car beaucoup qui ont eu à informer les autorités de la présence ou le passage des groupes armés ont fait preuve d'exactions

---

15 Regroupement des jeunes.

16 Lieu de rencontre et d'échanges des jeunes autour du thé.

17 Rencontres périodiques des femmes.

18 Selon une source sécuritaire de la Région de Diffa qui nous a confié lors d'un échange le 27 mai 2022.

de la part de ces derniers. Ceci a créé la peur au sien des communautés et a limité la collaboration avec les FDS puisque les informateurs se sentent abandonnés à eux-mêmes sans aucune protection de la part des FDS. Il est donc important de revoir la gouvernance de renseignement pour une prise en compte de tous ces aspects accés sur le renseignement humain.

Il est important, en plus des moyens modernes de renseignement, d'utiliser les vieilles méthodes qui ont montré leur efficacité, puisque c'est cela qu'utilisent les groupes armés à travers les membres qui sont omniprésents dans la population. Il est donc nécessaire et urgent pour les autorités de converger vers cette logique en associant surtout les chefs traditionnels qui ont leur moyens et canaux propre de transmission de l'information.

Vu que les problèmes de sécurité sont locaux et que les communautés sont des acteurs essentiels à la lutte contre l'insécurité, un travail doit être fait pour les associer à la gestion de l'insécurité en les responsabilisant par la mise en place des responsables de sécurité au niveau du quartier, du village, et au niveau de la commune, ou s'appuyer sur les comités de paix et de vigilance mises en place par la HACP.

Le terrorisme est devenu aujourd'hui un fonds de commerce. L'économie du terrorisme a pris le dessus et les jeunes qui ne font rien sont le plus utilisés dans cette entreprise moyennant une contrepartie ou une vie considérée comme meilleure du fait de leur vulnérabilité face à la pauvreté, au chômage et au manque d'éducation. D'autres utilisent leurs activités quotidiennes pour ravitailler les groupes armées notamment en carburant fraudé qui est une activité exercée par plusieurs jeunes de la région de Dosso, notamment, qui transportent les bidons de carburant vers la zone des trois frontières pour les revendre plus cher aux groupes armées. Par exemple le bidon de 25 litres d'essences vendu à 8000FCFA peut être revendu à 40.000FCFA dans la zone de crise puisqu'il sert à ravitailler les groupes terroristes. Cette pratique a été confirmée par

plusieurs responsables de la région de Dosso<sup>19</sup>. En plus de cela, on assiste alors à un banditisme alimentaire qui se développe au sein de la communauté.

Aussi, toujours dans cette même lancée d'économie du terrorisme, selon une source sécuritaire de la région de Tillabéry<sup>20</sup>, les groupes armés utilisent les professionnelles de sexe pour se ravitailler en produits pharmaceutiques puisqu'eux ne peuvent pas fréquenter les centres de santé ; ce sont donc les professionnelles de sexe qui achètent les produits pharmaceutiques pour les revendre aux groupes armés.

## Conclusion

Avec le développement du nouveau paradigme de sécurité qui est recentré sur l'être humain, il est indispensable pour les gouvernants, à tous les niveaux de repenser les stratégies et les politiques de sécurité afin de tenir compte de cette dynamique qui met l'individu au cœur des actions sécuritaires et des politiques publiques.

La complexité de la crise sécuritaire doit interpellier tous les acteurs. Chaque personne ou institution doit pleinement jouer son rôle conformément aux textes de la République. Pour instaurer une stabilité et une paix durable, il faut nécessairement mettre en avant l'état de droit pour pouvoir juguler cette crise à travers l'instauration d'une bonne gouvernance d'un point de vue général et du secteur de la sécurité en particulier car, on peut tuer des terroristes avec des armes, mais ce n'est qu'avec une bonne gouvernance qu'on tue le terrorisme.

L'Etat peut faire en sorte que sa présence soit effective et quotidienne au sein des communautés, non pas avec seulement par la présence des FDS mais avec une politique de développement local

---

<sup>19</sup> Ce commerce a été relevé par les préfets, maires et FDS de la région de Dosso lors d'un atelier multi-acteurs sur prévention et la gestion des conflits locaux et communautaires, organisé par le Médiateur de la République le 12 et 13 mai 2022 à Dosso

<sup>20</sup> *Op.cit.*

et la création de l'auto-emploi des populations, une garantie à l'accès équitable aux services sociaux de base. Un travail doit donc être fait pour réconcilier l'Etat avec la population, ce qui est un gage de collaboration dans la mesure où la plupart des gens sont en rébellion contre l'Etat du fait d'un manque de redevabilité des acteurs locaux et nationaux représentant l'Etat.

L'absence de l'Etat a laissé un champ libre pour les groupes armés, ce qui leur permet de mener leurs opérations en toute tranquillité et aussi de terroriser les populations en les obligeant à collaborer avec eux à travers le partage d'information sur le mouvement des FDS contre leur gré. Les autorités sont tenues de gagner le cœur des communautés à travers des actions réelles et bénéfiques pour elles dans le but de gagner leur confiance et une parfaite collaboration.

Il sera aussi nécessaire de mettre en place des politiques qui contribueront à la résilience des communautés face à l'extrémisme violent et au terrorisme. Pour cela il sera important de mettre l'accent sur la sensibilisation, renforcer l'éducation à la citoyenneté responsable et combattre les contre-valeurs dans la société. Les femmes peuvent être mises à contribution pour identifier et prévenir tous cas de radicalisation de leurs enfants car dans notre société, l'éducation des enfants est plus laissée à la charge des femmes. Et vu que ce sont leurs enfants, leurs conjoints et frères qui sont enrôlés dans les groupes armés, elles peuvent jouer un rôle central pour les déradicaliser. De la même manière que les femmes sont des victimes des conflits, elles peuvent être sources de solution.

Les médias sont des éléments clés de sensibilisation de la population et peuvent pousser leur résilience face au gain facile et à la tentation des groupes terroristes. Un mécanisme de production de message sur les réseaux sociaux également peut être exploité vu que la plupart des jeunes utilisent les réseaux sociaux pour communiquer et que les groupes terroristes recrutent le plus souvent à travers cet outil moderne de communication qui sert aussi de propagande.

## Bibliographie

Abdoul Karim Saidou, « La participation citoyenne dans les politiques publiques de sécurité en Afrique : analyse comparative des exemples du Burkina Faso et du Niger », *International Development Policy | Revue internationale de politique de développement* [En ligne], 11.1 | 2019, mis en ligne le 27 novembre 2019, consulté le 29 juin 2022.

Augustin Loada et Ornella Moderan, « *le rôle de la société civile dans la réforme et la gouvernance du secteur de la sécurité* », boîte à outil DCAF, 2015.

Barry Mahamadou Aliou, *La prévention des conflits en Afrique de l'Ouest, mythes ou réalités ?* Paris Khartala , 1997 ; Charles-Philippe David, « *La guerre et la paix : approches et enjeux de la sécurité et de la stratégie* », les Presses de SciencePo, 3<sup>e</sup> édition revue et augmentée, 2013.

Frédéric Diaz, « coproduction » de la sécurité : une nouvelle forme de l'interventionnisme étatique pour une meilleure sécurité du public ? (Le cas de grands rassemblements de populations en France) », *Dans Déviance et Société* 2003/4 (Vol. 27), pages 429 à 458.

Heyethe Herita Bitá, *L'avènement de la coproduction de la sécurité : Le bilan et les acteurs* les annales de droit, n° 12, 6 février 2019.

International Crisis Group, « Le Niger face à Boko Haram : au-delà de la contre-insurrection », *Rapport Afrique* N°245 | 27 février 2017.

Jean-Pierre Olivier de Sardan, « l'enchevêtrement des crises au Sahel, Niger, Mali, Burkina Faso », Editions Karthala, 2023.

Maurice Cusson, Benoit Dupont, Frederic Lemieux, « *Traité de sécurité intérieure* », Montréal, Hurtubise, 712 pages, 2007.

Mabingué Ngome, « *Démographie et insécurité croissante dans le sahel : trois scénarios d'avenir* », publié par l'AFD, 22 juillet 2021.

OCDE, « La sécurité en tant que facteur de développement », *revue de l'OCDE sur le développement*, 2001/3 no 2 | pages 137 à 152.

Thierry Balzacq, « *Théories de la Sécurité, les approches critiques* », Paris, les Presses de SciencesPo, 508 pages, 2016.

Zeïni MOULAYE / IGP Mahamadou NIAKATÉ, « *Gouvernance partagée de la sécurité et de la paix L'expérience Malienne* », FRIEDRICH EBERT STIFUNG, 2012.

La Stratégie nationale de sécurité de proximité (SNSP), Ministère de l'Intérieur, de la Décentralisation, des Affaires Coutumières et Religieuses 2022.

La Stratégie nationale de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent, CNESS, 2020.

Le Cadre de politique de la CEDEAO pour réforme et la gouvernance du secteur de la sécurité, CEDEAO, 2016.

Rapport de l'étude diagnostic sur les obstacles à l'instauration d'un climat de confiance entre population et Forces de Défense et de Sécurité, CNDH, mai 2022.

Rapport OIM sur Intégration et perceptions des communautés sur la sécurité frontalière, Régions de Diffa et Zinder, 2017.

Rapport étude sur les perceptions de la sécurité dans les régions de Tahoua, Tillabéry et Maradi au Niger mars 2022 JUST FUTURE, SIPRI.

Guide pratique à l'usage des journalistes et porte-paroles des forces de défense et de sécurité, DCAF, janvier 2022.

<https://actuniger.com/societe/18295-nous-avons-note-beaucoup-moins-de-pertes-que-d-habitude-dans-vos-rangs-nous-avons-aussi-note-bien-plus-de-pertes-dans-le-rang-de-notre-ennemi-declare-le-chef-de-l-etat-aux-fds-de-la-zone-de-defense-n-5-de-diffa.html>

<https://actuniger.com/politique/18235-visite-presidentielle-dans-la-zone-des-3-frontieres-a-makalondi-et-torodi-la-main-tendue-du-chef-de-l-etat-a-ceux-qui-tournent-le-dos-au-terrorisme.html>

<https://issafrica.org/fr/iss-today/securite-au-sahel-une-multitude-de-strategies-mais-peu-de-progres>

<https://www.lesahel.org/fin-du-forum-sur-la-paix-la-securite-et-la-cohesion-sociale-a-agadez-le-chef-de-letat-a-mis-les-parties-prenantes-devant-leurs-responsabilites-en-toute-franchise-et-sans-tabous/>